

Election à la mairie de Chicago (USA) : Karen Lewis, syndicaliste enseignante, tempère-t-elle ses positions ?

dimanche 5 octobre 2014, par [BEAN Brian](#), [SUSTAR Lee](#) (Date de rédaction antérieure : 19 septembre 2014).

Les habitant·e·s de Chicago se sont posé dernièrement beaucoup de questions inhabituelles, concernant les élections au poste de maire du 24 février 2015, et le second tour, au cas où aucun des candidat·e·s n'obtiendrait plus de 50% des suffrages.

La perspective d'un défi provenant de la présidente du Syndicat des enseignant·e·s de Chicago (Chicago Teachers Union - CTU), Karen Lewis, détériore-t-elle la campagne de réélection du maire Rahm Emanuel [membre du Parti démocrate, en place depuis 2011 avec 55% des suffrages et qui peut se présenter pour un second terme] ?

La vague de fond qui s'est exprimée en 2012 en soutien à la grève du CTU peut-elle être ravivée grâce à une campagne de Karen Lewis pour remporter la mairie, stimuler les chances d'une poignée de candidat·e·s indépendant·e·s au conseil municipal ainsi que construire un mouvement en faveur de la justice sociale ? Que signifie mener une campagne politique réellement favorable aux travailleurs, se basant sur eux, pour la mairie de la troisième ville du pays [après New York et Los Angeles, elle compte 2,7 millions d'habitant·e·s] ?

Il n'y a pas si longtemps, de telles questions auraient semblé absurdes.

Il est certain que les enseignant·e·s de Chicago battirent Emanuel lors de la grève du CTU [voir à ce propos, sous l'onglet Amériques, Amérique du Nord, les articles en date du 30 septembre 2012 ; du 19 septembre 2012, du 17 septembre 2012, du 14 septembre 2012, du 11 septembre 2012, etc.] et mirent partiellement en échec le programme néolibéral du maire en matière d'éducation. Néanmoins, Rahm (à l'instar de Madonna, il bénéficie, autant de la part de ses partisans que de ses détracteurs, du traitement de faveur d'être mentionné exclusivement par son prénom) demeure l'un des politiciens les plus politiquement connectés - réseau social - du pays.

Rahm est devenu le maire de l'Amérique. Les couvertures des magazines et des articles serviles dans *Times* et de *The Economist* sont là pour le prouver, aux côtés d'une série de documentaires de CNN que les producteurs concoctèrent avec les « gestionnaires de l'image » de Rahm [ses communicants] dans le but de transformer l'homme politique vindicatif et grossier en un type sensible qui aime les enfants de la ville ! Qui les aime un tel point que ce n'est qu'avec beaucoup de réticences qu'il doit être dur pour résoudre les problèmes qu'affronte la ville de Chicago.

Voici maintenant un résumé de la carrière de Rahm : une étoile montante au sein de la machine démocratique [Parti démocrate] de Chicago au cours des années 1990, devenu un responsable et un exécutant politiques clé de l'administration Clinton ; un homme qui fait tomber une pluie de fric sur une banque d'investissement pendant trente mois, ce qui lui a permis d'empocher 18,5 millions de dollars ; puis un passage de six ans au Congrès avant de passer deux ans à la Maison blanche comme chef de cabinet de Barack Obama [du 20 janvier 2009 au 1^{er} octobre 2010].

Ces connexions permirent à Rahm de remporter la course à la mairie en 2011. Il continue d'empiler l'argent de campagne - environ 8,2 millions de dollars jusqu'à aujourd'hui - provenant de donateurs fortunés enchantés par ses antécédents en matière de politiques favorables aux entreprises.

Emanuel a été publiquement déshonoré par les enseignant·e·s lors de leur grève de 2012, lorsque les enseignant·e·s, les parents et les élèves mirent en échec sa volonté de battre le CTU et de rendre responsable les enseignant·e·s des nombreux problèmes que rencontre le système des écoles publiques de

Chicago. Rahm a pourtant pris sa revanche en 2013 en faisant adopter d'autres parties de son programme éducatif ; il a fini par fermer 49 écoles de quartier ainsi que par étendre le nombre de charter schools sans présence syndicale [une « école à carte » négocie avec les autorités un certain nombre de points, programmes et fonctionnement, mais est une entité « autonome »]. Tout semble rendre Rahm impossible à battre dans la campagne pour un second mandat : l'argent, les réseaux ainsi que sa réputation de détruire les opposants politiques.

Dans les mois qui suivirent, toutefois, les succès apparents de Rahm minèrent sa popularité tandis que le CTU et ses alliés lui faisaient payer un prix politique élevé pour sa fermeture des écoles. Selon un sondage récent du Chicago Tribune, quelque 62% des électeurs se rangent aux côtés du syndicat sur les questions éducatives, contre 23% en faveur du maire.

Rahm a également reçu un coup politique en raison de la violence armée qui gangrène les quartiers pauvres. Depuis la récession, la mairie a fait très peu pour affronter l'hémorragie de la richesse des Noirs en raison de la chute des prix du logement [dans le sens de la maison, hypothéquées, à 100'000 dont ils sont propriétaires] ainsi que de l'augmentation du chômage - des tendances exacerbées par l'impact séculaire du racisme, de la ségrégation et de la pauvreté à Chicago. Les politiques d'austérité d'Emanuel, telles que la fermeture de cliniques de santé mentale et les coupes dans les budgets des bibliothèques, accroissent les motifs de grief à travers la ville.

Le maire a encouragé la gentrification [appropriation par les arrivants plus aisés d'espace urbain occupés par des habitants dits défavorisés] à la place d'un développement économique équitable, cela alors même que les travailleurs et travailleuses sont frappés par les dettes hypothécaires, les impôts élevés sur la propriété ainsi que l'augmentation des loyers. Au cœur de sa campagne de fermeture d'écoles, Emanuel a annoncé qu'il utiliserait 55 millions de dollars d'argent public pour soutenir la construction d'un nouveau stade de basketball pour une université privée. Il passe ses journées, ainsi que l'ont découvert les journalistes Mick Dumke et Ben Joravsky, à rencontrer « des gens riches, des donateurs pour sa campagne, des entrepreneurs puissants, des spécialistes de la lutte antisyndicale [contre la reconnaissance d'un syndicat dans une forme, suite à un vote « libre » !], des partisans des écoles à chartes, des initiés de la mairie, des lèche-cul du conseil municipal ainsi que d'autres quémandeurs de prébendes. »

Au début de l'été les sondages d'opinion montrèrent que le soutien à Emanuel au sein de la classe laborieuse s'effiloçait. Un sondage réalisé par le Chicago Tribune à la fin de l'été montra que Lewis - qui rassemble actuellement des signatures afin d'être candidate, bien qu'elle affirme qu'elle ne fait que considérer la possibilité de concourir pour la mairie - recevrait 43% contre 39% pour Emanuel. Selon un sondage du Chicago Sun-Times, parmi les Afro-américains, le soutien à Emanuel est tombé en mai à 8%.

Au même moment, l'aile latino de la machine démocrate de Chicago - cultivée par Richard M. Daley, le prédécesseur d'Emanuel ainsi qu'un bastion du soutien au maire actuel - est en plein désordre à la suite d'un scandale de corruption majeur impliquant Juan Rangel, qui a été pendant longtemps à la tête de l'United Neighborhood Organization (UNO), un entrepreneur local de premier plan

d'écoles à chartes. Rangel, c'est à souligner, était l'organisateur, pour Rahm, dans les quartiers auprès des Latino, lors de sa première campagne pour la mairie.

Alors qu'Emanuel est devenu vulnérable, la personne qui était considérée comme la plus à même de l'éjecter, la présidente de l'assemblée législative du comté de Cook [le deuxième plus important, par sa population, des Etats-Unis ; Chicago en fait partie], Toni Preckwinkle, la responsable politique Afro-américaine élue la plus importante de la ville ainsi qu'un acteur central du Parti démocrate local, a annoncé qu'elle se retirait de la compétition. Karen Lewis a insisté publiquement pour que Preckwinkle soit candidate (malgré les attaques de la présidente de l'assemblée législative du comté contre les montant des retraites obtenues par les syndicats). Mais, maintenant que Preckwinkle est partie, Karen Lewis elle-même est devenue le centre de l'attention médiatique.

Pour les partisans de longue date de Karen Lewis dans le CTU et au-delà, la perspective de sa candidature semblait promettre une rupture décisive avec la politique routinière. En janvier 2013, devant des membres d'US Labor Against the War, elle a déclaré : « Il n'y a malheureusement qu'un seul parti dans ce pays. C'est le parti de l'argent et il a deux branches. Nous devons donc agir avec nos alliés pour développer de nouvelles coalitions. » Elle fit des commentaires similaires dans les médias dominants.

Une surprise... Des surprises

Néanmoins, aujourd'hui que la candidature de Lewis comme maire semble viable, elle a remisé cette rhétorique et pris des positions qui ont déçu et même choqués certains de ces partisans potentiels.

La plus grande surprise surgit lorsque Lewis écrivit une tribune libre dénonçant Emanuel pour proposer que les diplômés des écoles publiques de Chicago reçoivent un statut préférentiel pour des emplois en tant que pompiers ou agents de police de Chicago - une décision qui favoriserait l'accès à ces emplois à un plus grand nombre de Noirs et de Latinos, historiquement dominés par des blancs.

Lewis affirma que cette légère proposition de discrimination positive sentait la discrimination religieuse - et même le préjugé racial contre les blancs - parce que de nombreux flics et pompiers blancs envoient leurs enfants dans des écoles privées catholiques.

Ce texte de Lewis permit aux partisans d'Emanuel de s'en donner à cœur joie. Owen Kilmer, des Democrats for Education Reform, déclara dans un e-mail au Sun-Times : « Cela ne peut s'interpréter que comme une lettre d'amour politique adressée aux électeurs ethniques blancs de Chicago ainsi que comme une tentative à courte vue d'étendre sa base de soutien limitée. Pour elle, ce débat n'est pas à propos de politique, il s'agit seulement de courtiser des votes. »

L'organisation de dénigrement des enseignant·e·s de Kilmer a des raisons qui lui sont propres pour attaquer Lewis. Il est cependant difficile de se trouver en désaccord avec lui sur ce point précis. Lewis sait que l'organisme des pompiers de Chicago est depuis longtemps entaché par le racisme, le nombre de pompiers Noirs maintenu à un minimum au moyen de pratiques d'évaluation discriminatoires. Un juge a ordonné, en 2011, que la ville engage 111 pompiers Afro-américains - des personnes qui se virent refuser l'emploi en 1995 en raison de discrimination raciale.

Les propositions avancées par Emanuel ne peuvent faire face à cette question que d'une manière indirecte, mais il s'agit d'une concession à une revendication de longue date de la communauté noire. Le maire s'est positionné à gauche de Lewis sur cette question.

Ce positionnement politique semble faire partie d'un mouvement plus large vers la droite. Karen Lewis s'est exprimée souvent dans le passé de manière éloquente sur les raisons dont la violence à Chicago est le produit de décennies de racisme, de ségrégation et de désinvestissements dans les

communautés noires. Aujourd'hui, son message est le suivant : engagez plus de flics, car les heures supplémentaires de la police ont pour conséquence que « beaucoup de flics dans les rues sont fatigués, démoralisés. » Dans la même interview, Lewis s'exprime positivement sur un accord réalisé entre le gouverneur d'Illinois, Pat Quinn, et Emanuel permettant de faire appel à 40 state troopers [policiers placés sous l'autorité de l'Etat] afin d'aider les agents de police de Chicago « dans une poignée de quartiers de la ville où la criminalité est élevée. »

L'appel de Lewis en faveur de l'engagement de flics supplémentaires sent, pour certains observateurs politiques, le renvoi d'ascenseur classique dans ces campagnes politiques. Le Fraternal Order of Police (FOP) a soutenu la grève du CTU, donc maintenant Lewis le soutient. Ce message était pourtant surprenant. En particulier après le soulèvement à Ferguson qui a suivi l'assassinat de Michael Brown ainsi que l'ouverture d'un débat national sur le racisme et la brutalité policière. Après tout, la section de Chicago du FOP lève des fonds en faveur de Darren Wilson, le flic qui a tué Brown !

La question de la violence policière raciste est centrale dans les quartiers Afro-américains de Chicago, où les gens se souviennent encore des tortures sur des Noirs réalisées par l'ancien commandant de police Jon Burge [ancien membre de la police militaire au Vietnam, à la tête d'une équipe de policiers, il a été reconnu coupable d'avoir torturé, entre 1972 et 1991, plus de 200 suspects dans le but de leur arracher des confessions ; plusieurs personnes ont été rejugées depuis lors]. En août 2014, le commandant de police de Chicago, Glenn Evans - un flic Noir controversé, promu et encensé par le superintendent [grade correspondant à celui de commissaire] Garry McCarthy - a été accusé pour blessures intentionnelles pour un incident au cours duquel il aurait enfoncé le canon de son arme dans la bouche d'un suspect. Evans est simplement l'un des plus de 600 flics de Chicago contre lesquels ont été déposées 10 plaintes ou plus.

Quelles questions affronter... pour se situer dans l'élan créé par elle et la CTU ?

Si Lewis entend construire quelque chose dans la foulée de l'élan qu'elle et le CTU ont créé dans leur défense des jeunes Noirs et Latinos, elle devra s'affronter de face à la question de la violence et du racisme de la police. Au lieu de cela, Lewis l'a esquivée.

Pendant ce temps, Emanuel formule des positions politiques dont le but est de couvrir son flanc gauche. Parmi celles-ci : la promesse de faire adopter une loi augmentant le salaire minimum municipal horaire à 13 dollars d'ici 2018, même si la législature de l'Etat n'agit pas sur cette question.

Teachers-Union-Karen-Lewis-Improving-schools-is-RACIST-UA-edit-300x200L'image qui pourrait surgir de cela pourrait être celle de l'ultra néolibéral Rahm Emanuel posant comme un champion de la justice sociale et économique alors que Karen Lewis, la dirigeante syndicale charismatique qui a galvanisé la ville lors de la plus grande grève depuis des décennies donne, au mieux, l'impression d'être une mordue d'une politique modérée.

Certaines personnes dans le camp de Karen Lewis pourraient prétendre que si elle adopte de telles positions, c'est afin de devancer les attaques venant sur sa droite. Mais si elle continue de se déplacer dans cette direction, K. Lewis tuera en fait la possibilité même d'une expression indépendante du Parti démocrate, d'une rupture.

Du fait que les élections municipales à Chicago sont formellement non partisans, il est possible d'éluder la question de l'affiliation à un parti. De nombreux candidats qui se présentent contre des membres du conseil municipal s'intitulent eux-mêmes indépendants. Pourtant, s'ils gagnent, ils s'installent dans la machine du Parti démocrate, même s'ils rejoignent au conseil municipal le petit

et inefficace groupe du Progressive Reform Caucus (Fraction pour une réforme progressiste).

Les démocrates ont une longue histoire de cooptation et d'endiguement des défis provenant de la gauche. K. Lewis fait également face à ces pressions. Randi Weingarten, le président de l'American Federation of Teachers (AFT), qui a tenté d'écarter Karen Lewis en se présentant comme potentiel candidat à la direction du syndicat, a déclaré que le bras politique de l'AFT lèverait 1 million dollars afin de soutenir la candidature de Karen Lewis à la mairie.

Ce type de fonds n'est certainement pas disponible pour quiconque projette de desserrer les boulons placés par les démocrates. Une telle décision, pour le dirigeant de l'AFT, permettrait de se débarrasser de K. Lewis comme rival potentiel et stimuler l'influence de Weingarten comme membre du Comité national démocrate. K. Lewis, en outre, malgré ses critiques publiques, soutien Quinn [Pat Quinn, l'actuel gouverneur de l'Illinois] - un démocrate qui a réalisé une attaque contre les retraites des travailleurs du secteur public, y compris les enseignant·e·s - lors de sa campagne de réélection contre Bruce Rauner, patron d'un fond d'investissement.

Les délégués du CTU eux-mêmes, à la suite d'un débat vif, ont voté leur soutien à Quinn lors de leur réunion du 3 septembre - alors même que le colistier du gouverneur est Paul Vallas, qui dirigeait les écoles de Chicago lors de la première vague de la réforme scolaire sous influence des firmes [voir article sur ce sujet en date du 18 septembre 2013, sur ce site] au cours des années 1990. Le soutien apporté à Quinn par K. Lewis et le CTU est une indication de la pression qui est exercée pour rester dans le giron du parti démocrate, peu importe à quel point les démocrates sont antisyndicaux une fois élus et « gouvernant ».

Le tournant à droite de Lewis repose sur l'hypothèse largement soutenue que les votes décisifs d'une campagne doivent être cherchés au centre, même dans une grande ville libérale [au sens américain, ce qui veut dire « progressiste »] comme Chicago. En réalité, la grève du CTU et l'apparition de Lewis comme la personnalité politique Afro-américaine la plus populaire de la ville prouve exactement l'inverse.

Le sens commun prétend que le CTU se serait isolé en soulignant le caractère d'apartheid des écoles de Chicago en protestant simultanément contre les banquiers et le 1%. Il s'agissait certainement de l'opinion d'Emanuel et de ses conseillers politiques car ils ne pensaient pas que les membres du CTU viendraient à bout d'une législation restreignant de manière draconienne leurs droits à la grève, sans même parler gagner un soutien écrasant au moyen de manifestations de masse.

Au lieu de cela, le franc-parler et l'audace de Lewis donnèrent une voix, qui avait été absente depuis des décennies, au peuple laborieux de Chicago. Les enseignant·e·s en grève furent traités comme des héros et des héroïnes. Un mouvement pour la justice dans le domaine de l'éducation, en dépit de ses nombreux flux et reflux, a pris forme et a contribué à raviver l'activisme sur d'autres questions.

Pour une indépendance affirmée face au Parti démocrate

Si une campagne de Lewis doit être fondée sur ce mouvement, il devra prendre des positions démocratiques claires : allant de l'augmentation du salaire minimum, en passant par un impôt sur les transactions financières, à une imposition plus élevée sur les personnes fortunées. Le combat contre le racisme devra occuper une place centrale. Elle devra souligner le sous-financement des écoles, la discrimination résidentielle ainsi que l'absence de développement économique authentique - et non la gentrification - dans les quartiers latinos et afro-américains. Une telle campagne devrait aussi se confronter à la réalité de la brutalité policière, de Ferguson à Chicago. Les droits des migrant·e·s devraient aussi occuper une place importante. Cela dans une ville où une population latino grandissante fait face à une augmentation extraordinaire des expulsions aussi bien qu'au

racisme et à la pauvreté.

Les conseillers du parti démocrate conseilleront à Karen Lewis d'éviter ces questions. Mais elles sont indissociables de la lutte pour des droits démocratiques et civils fondamentaux.

L'indépendance face au parti démocrate est aussi essentielle dans l'élaboration d'une campagne qui peut bâtir un mouvement social et une résistance de la classe laborieuse sur la durée. Les démocrates se sont déplacés sans discontinuer vers la droite afin de mettre en œuvre des politiques contre les travailleurs, même s'ils sont en mesure de mettre en avant des candidats comme le maire de la ville de New York, Bill de Blasio, afin d'exploiter le mécontentement et appliquer quelques réformes modestes afin de s'attacher la base électorale urbaine du parti.

Lewis se trouve face au choix de mener une campagne qui corresponde aux principes qu'elles défendaient auparavant ou de mener une compétition conventionnelle dans laquelle elle embrasse les politiques dominantes pour courir après les votes centristes tout en rebutant une base plus large provenant de la classe laborieuse. Si Lewis devient une politicienne démocrate conventionnelle, les électeurs de la classe laborieuse resteront probablement une nouvelle fois à la maison.

De même que la grève du CTU fut un succès en raison de la mobilisation de la base des syndicats, la campagne de Karen Lewis devra être menée par des organisations de base et des activistes de la classe laborieuse et non par des stratèges de campagne professionnels, démocrates, dont le seul principe politique est celui de « l'éligibilité ».

Mener une campagne autour de principes en dehors du Parti démocrate qui pourrait perdre contribuera bien plus à bâtir un mouvement de base qu'une campagne traditionnelle victorieuse. Cela serait un pas vers une action politique indépendante qui aurait des implications nationales : un point de ralliement pour les travailleurs et les travailleuses qui en ont assez des démocrates ainsi qu'un point d'attention pour une nouvelle génération d'activistes qui s'est forgé dans Occupy, la rébellion de Ferguson ainsi que d'autres mouvements. Une telle campagne - de concert avec des campagnes indépendantes pour des municipalités - pourrait créer une formation politique indépendante durable.

Le plus important étant que les grèves et manifestations des dernières années, en particulier la grève de 2012 du CTU, trouvent une expression électorale.

Lee Sustar et Brian Bean

P.-S.

* Article a été publié le 19 septembre sur le site Jacobinmag.com et disponible en version originale sur ESSF (article 33063), [USA: Karen Lewis runs for Chicago mayor - Don't Back Down](#)

* Traduction A l'Encontre. <http://alencontre.org/>

* Lee Sustar est journaliste auprès du Socialist Worker et l'International Socialist Review ; Brian Bean est actif à Chicago et membre de l'ISO.